

NUMERO 22

LE « DÉNOMBREMENT » DES SANS-ABRI
ET MAL-LOGÉS EN RÉGION BRUXELLOISE

BENOÎT QUITTELIER

PAUVÉRITÉ

Le trimestriel du Forum -
Bruxelles contre les inégalités

Le Forum réunit une cinquantaine d'organisations actives dans le domaine de la lutte contre l'exclusion sociale en Région bruxelloise. Dialogue avec les professionnels, consultation des personnes vivant la pauvreté, aide à la décision politique et analyse transdisciplinaire. En produisant des recommandations et des solutions, notre objectif est de sensibiliser l'opinion publique et le monde politique aux problèmes de la pauvreté en ville. – www.le-forum.org

Préambule

La problématique du sans-abrisme en Région bruxelloise est instructive en ce qu'elle donne une perspective hyperbolique sur l'état du social dans la capitale. En ce sens, les résultats du dernier dénombrement des sans-abri n'incitent pas à l'optimisme. Pourtant, sur le terrain, on voit apparaître un changement d'état d'esprit depuis quelques années. Les chiffres s'envolent, mais les travailleurs sociaux défendent la possibilité d'un nouveau paradigme : la fin du sans-abrisme. Loin d'être une posture idéaliste, la ville «zéro SDF» est un objectif éprouvé dans d'autres contrées, notamment en Finlande et au Canada.

En février dernier, le mouvement *Droit à un toit* réunissait dans une assemblée ouverte des citoyens et des acteurs de terrain. Ils sont prêts. Reste aux politiques à leur emboîter le pas. Pour ce faire, il faudra que la prochaine législature s'applique d'une part sur la prévention de la perte de logement, et d'autre part sur l'accès rapide au logement à bas coût. En matière d'accès à du logement au loyer abordable, le terrain envoie des signaux positifs qui peuvent être lus par les politiques comme autant de preuves que la fin du sans-abrisme est possible (*evidence based policy*)¹.

¹/ La plupart des arguments présentés dans ce préambule sont tirés du discours introductif de l'assemblée ouverte de *Droit à un toit* du 23 février 2019. Remerciements à Laurent d'Ursel.

Premièrement, après cinq ans d'expérimentations, la centaine de sans-abri bruxellois qui ont bénéficié du programme Housing First sont encore dans leur logement. C'est une preuve par l'extrême : si les profils les plus lourds (double diagnostic et long séjour à la rue) démontrent leur « capacité à habiter », il en sera de même pour tous les autres sans-abri.

Deuxièmement, le travail de la *Cellule capteur logement* et du mouvement *400 toits* démontre qu'il y a de la marge, dans le parc locatif, pour dédier aux sans-abri des logements à bas coût. Leurs stratégies peuvent être documentées, modélisées et dupliquées. Elles ne demandent qu'à nourrir des programmes politiques ambitieux. Le succès des Agences immobilières sociales livre un message similaire, qui est depuis peu relayé par des opérateurs privés. En effet, même si elle n'est pas souhaitable à bien des égards, la récente implication du groupe immobilier Trevi dans la construction de logements aux loyers abordables montre que ceux-ci peuvent constituer un placement intéressant ².

Troisièmement, le *Front des SDF* a récemment remis la focale sur la loi dite « Onkelinx » à propos de la réquisition d'immeubles abandonnés pour y loger des personnes sans abri. À cette occasion, un chiffre est revenu, même si certains le contestent : il y aurait 30 000 logements vides en Région bruxelloise, soit plus de sept logements vides pour un mal-logé.

Plus qu'une figure rhétorique, cette proportion est la preuve que d'un point de vue placement logistique, la solution au sans-abrisme est sous notre nez.

2/ À propos du produit de courtage « Trevi valuable invest », lire *Le privé à l'assaut du social*, Rassemblement Bruxellois pour le Droit à l'Habitat, décembre 2018. http://www.rbdh-bbrow.be/IMG/pdf/le_privé_a_l_assaut_du_social_-_du_neuf_pour_les_agences_immobilières_sociales.pdf

Introduction

Le soir du 5 novembre 2018, La Strada, centre d'appui au secteur bruxellois de l'aide aux sans-abri, a organisé la cinquième édition du dénombrement des sans-abri ou mal-logés en Région de Bruxelles-Capitale. Réalisé pour la première fois en 2008, le dénombrement couvre donc maintenant 10 ans, soit deux législatures au niveau régional. Le dénombrement fait partie des missions de La Strada reconnues par la Commission Communautaire Commune. L'objectif est de fournir des chiffres réalistes à partir desquels il est possible de formuler des réponses aux questions récurrentes relatives au sans-abrisme et au mal-logement. Il s'agit non seulement de totaliser le nombre de personnes qui se trouvent en situation d'absence de logement ou dans un logement inadapté, mais aussi de prêter attention à la diversité des situations de vie précaire, aux liens entre elles et aux défis à relever.

Pour y parvenir, nous devons connaître à la fois le nombre de personnes qui passent leurs nuits dans les espaces publics comme la rue, les parkings, les parcs, les gares ou les stations de métro. Il s'agit aussi de tenir compte du nombre de personnes qui séjournent dans des structures d'accueil non agréées, au sein de communautés religieuses, dans des immeubles inoccupés et dans des squats. En outre, les structures d'hébergement reconnues (centres d'accueil d'urgence et de crise, maisons d'accueil, plateforme citoyenne...) ainsi que les services d'accompagnement au logement (transit, habitat accompagné ou Housing First) fournissent des données sur le nombre de personnes prises en charge.

Le dénombrement est donc un outil fondamental, car il est le seul à mettre en commun et à articuler autant de sources d'informations différentes.

UN FILM COMPOSÉ D'UNE MULTITUDE D'INSTANTANÉS

Le dénombrement produit une photographie de la situation globale à un moment bien précis dans les 19 communes de l'agglomération bruxelloise. La répétition de cet instantané par l'organisation de dénombrements successifs à des moments similaires de l'année et selon la même méthodologie, permet d'analyser les évolutions. Le dénombrement se déroule toujours au début du mois de novembre, juste avant le démarrage du Plan Hiver. De ce fait, la photo obtenue reflète la situation des solutions d'accueil disponibles, tout au long de l'année. Le dénombrement est effectué pendant une heure, entre 23 h et minuit. Cela permet à la fois d'éviter les doubles comptages et de tenir compte exclusivement des personnes qui ont passé la nuit en rue, et non des mendiants passant la nuit ailleurs que dans l'espace public par exemple.

UN CADRE DE RECHERCHE INTERNATIONALEMENT RECONNU

La construction du dénombrement par La Strada s'est appuyée sur la typologie ETHOS (European Typology on Homelessness and Housing Exclusion) de la FEANTSA³ (Fédération Européenne des Associations Nationales qui Travaillent avec les Sans-Abris). Cette typologie vise une compréhension globale du sans-abrisme et intègre non seulement des situations de vie à la rue, mais aussi toutes les autres situations

3/ FEANTSA, (2015), typologie européenne de l'exclusion liée au logement. Disponible sur <https://www.feantsa.org/fr/resource/toolkit/2012/07/12/ethos-typologie-europeenne-de-l-exclusion-liee-au-logement>

Le dénombrement se déroule toujours au début du mois de novembre, juste avant le démarrage du Plan Hiver. De ce fait, la photo obtenue reflète la situation des solutions d'accueil disponibles, tout au long de l'année.

d'exclusion ou de mal-logement. Elle établit ainsi une distinction entre les personnes qui sont sans-abri, sans logement, en logement précaire et en logement inadéquat.

Afin de prendre au mieux en compte ces différentes catégories conceptuelles, La Strada récolte trois types de données à l'échelle de la Région

bruxelloise : le nombre de personnes résidant dans des structures d'accueil, reconnues ou non, et dans des formes alternatives de logement, le nombre de personnes passant la nuit dans l'espace public ainsi que des données complémentaires permettant de contrôler la qualité des chiffres récoltés, notamment par le biais d'enquête dans les services d'accueil de jour.

UNE COLLABORATION INTERSECTORIELLE

Le dénombrement bruxellois est un projet collectif du secteur de l'aide aux sans-abri et de ses nombreux partenaires (autorités locales, Police, STIB, Bruxelles-Environnement...). Sans cette collaboration, il ne serait pas possible de récolter des données exhaustives sur les différentes situations de vie répertoriées dans la typologie ETHOS. Cette implication des acteurs du terrain à chaque étape du dispositif renforce la qualité des données récoltées et permet l'échange d'expertises diversifiées relatives à la question du sans-abrisme.

Concrètement, une grande variété de structures reçoit, le jour précédent le dénombrement, un formulaire à nous renvoyer complété le lendemain. Celui-ci a pour but d'informer sur le nombre de personnes hébergées par leurs soins cette nuit-là. Les structures nous renvoyant

un formulaire sont les hôpitaux de la Région bruxelloise, les centres d'accueil d'urgence et de crise, les maisons d'accueil, la Plateforme Citoyenne, les services d'accompagnement au logement, les services Housing First, les communautés religieuses, les squats et les occupations négociées, les structures d'hébergement non agréées, les CPAS...

Afin d'atteindre ces organismes, nous devons parfois passer par des structures faitières comme les fédérations et des organes de coordination tels que la FEBUL pour les squats et les occupations négociées, par exemple.

Pour ce qui est du dénombrement dans l'espace public, La Strada fait appel à l'expertise et à la connaissance des services et des travailleurs sociaux impliqués pour identifier les principaux lieux fréquentés le soir par les personnes sans abri. Il est crucial que cette identification des lieux se fasse dans le mois qui précède le dénombrement, de telle sorte que les informations transmises soient les plus actuelles possible.

En Région bruxelloise, ceux qui détiennent ces informations sont principalement les travailleurs de rue. Ils sont sollicités en tant que source privilégiée pour identifier les lieux où dorment les personnes sans-abri. Bien que les travailleurs de rue possèdent une très grande expertise de repérage, d'autres services, voire des particuliers, peuvent également identifier d'autres endroits. Dans le cadre de leur travail, les travailleurs de rue font eux aussi appel aux citoyens pour la signalisation des endroits exploités par les sans-abri.

Nous réalisons ensuite une cartographie de ces lieux à l'échelle de la Région de Bruxelles-Capitale. Dans un deuxième temps, nous procédons à un quadrillage «logique» de la Région en regroupant les lieux proches en zones à explorer. Ces zones sont ensuite explorées par des bénévoles le soir du dénombrement exclusivement entre 23 heures et minuit. Pour cette édition 2018, la Région bruxelloise a été divisée en 71 zones qui ont été parcourues par 134 bénévoles.

Résultats du dénombrement

Pendant la nuit du dénombrement du 5 novembre 2018, un total de 4 187 personnes a été comptabilisé, parmi lesquelles 51 % de personnes sans-abri, 22 % de sans logement et 25 % de personnes en logement inadéquat. 62 personnes (1,5 %) ont passé la nuit dans les hôpitaux de la région bruxelloise, tout en n'ayant pas de logement (situation non reprise dans la typologie ETHOS).

Situations de vie		2008		2016		2018		Évolution 2016-2018	Évolution 2008-2018
		#	%	#	%	#	%	%	%
Sans-abri	Espaces publics	269	15,6	707	20,9	759	18,2	+7,4 %	+182,1 %
	Hébergement d'urgence et de crise	234	13,5	474	14	707	17	+49,1 %	+202,1 %
	Plateforme citoyenne	/		/		685	16,4	/	/
Sans logement	Maisons d'accueil	785	45,4	854	25,2	910	21,3	+6,5 %	+15,9 %
	Logement de Transit (CPAS)	/		/		20	0,5	/	/
Logement inadéquat	Communautés Religieuses	/		189	5,6	265	6,4	+40,2 %	+502,3 %
	SHNA	165	9,5	288	8,5	210	5	-27,1 %	+27,3 %
	Squats	60	3,5	587	17,3	236	5,7	-59,8 %	+293 %
	Occupations négociées	216	12,5	275	8,1	333	8	+21,1 %	+54,2 %
Hôpitaux		/		12	0,3	62	1,5	+416,7 %	+72,2 %
TOTAL		1729	100	3386	100	4187	100	+23,6 %	+142,2 %

Tableau 1. Répartition par catégories des personnes dénombrées en Région de Bruxelles-Capitale et évolution entre 2016 et 2018, et entre 2008 et 2018 (La Strada, 2019).

Ce qui ressort immédiatement, c'est l'augmentation drastique du nombre de personnes considérées comme sans-abri puisqu'il passe de 1 181 à 2 151 (+82,1 %).

Au total, nous avons dénombré 801 personnes de plus, ce qui représente une augmentation de 23,6 % par rapport au dénombrement réalisé en 2016. Les différentes catégories n'évoluent pas toutes de la même manière. Ce qui ressort immédiatement, c'est l'augmentation drastique

du nombre de personnes considérées comme sans-abri puisqu'il passe de 1 181 à 2 151 (+82,1 %).

Il est intéressant également de constater que les services agréés d'aide aux sans-abri n'accueillent toujours que 38,6 % de l'ensemble des personnes dénombrées : 17 % dans les centres d'urgence et de crise et environ 22 % pour les maisons d'accueil et les logements de transit dépendant des CPAS. Ce chiffre est stable depuis 2016 malgré l'augmentation du nombre de places disponibles dans les centres d'hébergement d'urgence. La majorité des personnes sans-abri et mal-logées de la Région de Bruxelles-Capitale semblent donc ne pas bénéficier d'un accompagnement psychosocial pourtant indispensable.

Enfin, il est important de rappeler encore une fois que ces résultats sont toujours une sous-estimation de la réalité. Tout d'abord parce que les sources de données existantes comportent des biais et ne peuvent pas toujours prétendre à l'exhaustivité. Mais surtout parce qu'il y a un grand nombre de situations de vie pour lesquelles nous n'avons à l'heure actuelle pas de sources d'informations fiables.

L'augmentation du nombre total de personnes dénombrées en situation de sans-abrisme, de mal-logement ou occupant un logement inadéquat se poursuit. En dix ans, ce chiffre a plus de doublé (+142,2 %), passant de 1 729 à 4 187.

Très clairement, cette augmentation est en partie due à l'amélioration de l'outil statistique qu'est le dénombrement. Au fil des éditions successives, de nouvelles sources de données ont ainsi été incorporées (les communautés religieuses, les hôpitaux, les logements de transit). En outre, l'amélioration de la connaissance de la problématique et l'approfondissement des partenariats établis ont également amélioré la précision et l'exhaustivité des différentes sources de données. Toutefois, La Strada a toujours travaillé selon une méthodologie identique et la majorité des partenaires sont présents depuis la première édition du dénombrement. La forte augmentation des effectifs dénombrés est donc avant tout le reflet d'une réalité de plus en plus difficile et pas un simple artefact statistique.

Il est important de rappeler encore une fois que ces résultats sont toujours une sous-estimation de la réalité.

Au cours des dix dernières années, l'ensemble des situations de vie de la typologie ETHOS ont vu leur effectif croître à Bruxelles. C'est particulièrement frappant pour les personnes dénombrées dans l'espace public dont l'effectif a pratiquement triplé

sur la période (+182,1 %) alors que la méthodologie est ici restée totalement inchangée. L'augmentation des effectifs en rue a toutefois été modérée au cours des deux dernières années (+7,4 %).

On peut observer au fil du temps un glissement centrifuge de la population de sans-abri dénombrée dans l'espace public. En effet, au fil des dénombrements, on constate que les personnes ont délaissé l'environnement immédiat des gares et du centre-ville pour aller chercher un abri plus en périphérie. Ce mouvement centrifuge est tel qu'en 2018 la majorité des sans-abri dénombrés dans l'espace public se situent en dehors du Pentagone (54,4 %).

Zones	2008		2010		2014		2016		2018	
	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
3 gares principales	143	54,6	181	55	132	32	123	17,4	119	15,7
Pentagone	78	29,8	99	30,1	171	41,5	274	38,7	227	29,9
Hors Pentagone	41	15,6	49	14,9	109	26,4	310	43,8	413	54,4
Total	262	100	329	100	412	100	707	100	759	100

Tableau 2. Répartition géographique des personnes dénombrées dans l'espace public lors des dénombrements successifs réalisés en Région de Bruxelles-Capitale (La Strada, 2019).

Il semble que les mesures de sécurité renforcées depuis les attentats, couplées aux travaux d'aménagement du piétonnier, entraînant notamment une fermeture partielle de la station de prémétro Bourse dans le cadre de sa rénovation, aient fait du centre-ville une zone un peu moins attractive pour les personnes sans-abri. D'une manière générale, la présence de sans-abri est en porte à faux avec la volonté de rénovation et de changement de l'image du centre-ville voulu par les autorités.

Ce mouvement de glissement depuis le centre ne semble toutefois pas atteindre massivement les faubourgs de l'agglomération bruxelloise. En effet, ce sont les quartiers de la première couronne, à proximité directe du centre-ville, qui accueille la plus grande part des sans-abri dénombrés dans l'espace public. Si la question du sans-abrisme à Bruxelles ne peut pas se limiter à la question migratoire, il est indéniable que la présence de migrants a un impact fort sur les résultats du dénombrement, tant sur le plan comptable que sur le plan spatial. Ainsi, rien que dans les quatre zones à proximité du parc Maximilien, symbole de la question migratoire, 122 personnes sans-abri ont été recensées.

Ces deux dernières années, la hausse des effectifs dénombrés en rue a été plus modérée qu'entre 2014 et 2016 (+52 personnes contre +295 personnes). Cela est notamment dû à l'accroissement du nombre de places disponibles dans les centres d'accueil d'urgence et de crise puisque le Samu Social a ouvert 200 nouvelles places entre 2016 et 2018. Cela se marque d'ailleurs dans les chiffres puisque le nombre de personnes dénombrées dans les hébergements d'urgence et de crise a plus de triplé au cours des dix dernières années (+202,1 %); près de la moitié de cette hausse a eu lieu au cours des deux dernières années.

Cette explosion de l'hébergement d'urgence (+594,9 % en dix ans) contraste très fortement avec la relative stabilité des effectifs dénombrés au sein du réseau des maisons d'accueil (+15,9 %).

Enfin, l'émergence de la Plateforme Citoyenne⁴ a évidemment eu un impact considérable sur le nombre de personnes recensées dans l'espace public. Opérateur inclassable, articulant plusieurs formes d'hébergement (chez l'habitant, logements collectifs, Porte d'Ulysse), la Plateforme Citoyenne a bouleversé la gestion de

l'hébergement d'urgence et de crise en Région de Bruxelles-Capitale. Si l'avènement de la plateforme pose des questions de fond et de forme, notamment car elle fonctionne en grande partie via la charité, il est indéniable qu'elle a trouvé un public puisqu'elle a hébergé ou fait héberger 685 personnes la nuit du dénombrement, soit quasiment autant que l'ensemble des structures reconnues d'accueil d'urgence et de crise.

Notons que l'accroissement des places disponibles dans les centres d'hébergement et de crise n'a cependant pas réussi à endiguer la croissance du nombre de personnes recensées dans l'espace public.

4/ Adriana COSTA SANTOS et Delphine DEMANCHE, *La Plateforme Citoyenne de soutien aux réfugiés : une fourmière née dans l'urgence*, N° 21, décembre 2018.

Cette explosion de l'hébergement d'urgence (+594,9 % en dix ans en tenant compte de la Plateforme Citoyenne) contraste très fortement avec la relative stabilité des effectifs dénombrés au sein du réseau des maisons d'accueil (+15,9 %). En effet, le nombre de places disponibles en maison d'accueil est resté quasiment inchangé au cours des dix dernières années, et ce malgré leur saturation constante.

Il semble que les solutions de simple mise à l'abri des personnes aient souvent été privilégiées par rapport à des solutions plus durables qui permettent pourtant la mise en place d'un véritable accompagnement psychosocial indispensable à la réintégration des personnes dans un logement et dans la société au sens large.

Ce constat n'est pas réjouissant. Il faut néanmoins le nuancer.

Premièrement, même les acteurs en charge de l'accueil d'urgence ont conscience que réintégrer les personnes nécessite un travail à plus long terme qui n'est pas possible dans le cadre de l'accueil d'urgence classique. Des initiatives sont prises par ces acteurs afin d'aller plus loin que la simple mise à l'abri des personnes. Ainsi, dans son centre destiné aux familles situé à Woluwe-Saint-Lambert (114 personnes), le Samu Social essaye de développer un accompagnement plus poussé et sur du plus long terme. Toutefois, le seuil d'accueil demeure plus bas que pour une maison d'accueil traditionnelle, notamment à cause de la question des titres de séjours. Ce centre se situe véritablement à l'interface entre la première ligne que représente l'accueil d'urgence et des structures de seconde ligne comme les maisons d'accueil.

Deuxièmement, si le nombre de places disponibles en maisons d'accueil stagne depuis dix ans, ce n'est pas le cas de la guidance à domicile et du Housing First dont les chiffres sont en augmentation constante et qui, sous une autre forme, offrent un accompagnement durable aux personnes sans-abri et mal-logées.

Enfin, il n'est pas possible d'aborder cette explosion de l'accueil d'urgence sans tenir compte de la question migratoire. En l'état actuel de notre politique migratoire, une part conséquente des personnes hébergées dans les différentes structures d'accueil d'urgence et de crise n'ont aucun espoir d'obtenir un jour une régularisation de leur situation. Dès lors, il n'est pas possible d'entamer un véritable accompagnement de ces personnes, d'essayer de leur ouvrir des droits sociaux, etc. La seule chose qui puisse être faite, c'est d'organiser leur mise à l'abri et d'essayer qu'elles ne passent pas la nuit à la rue. Cette question dépasse clairement les compétences de la Région bruxelloise et c'est au niveau national et supranational d'y apporter une réponse adaptée.

Conclusion

La cinquième édition du dénombrement des personnes sans-abri et mal-logées qui s'est tenue le lundi 5 novembre 2018 se situe dans le prolongement des quatre éditions précédentes. Sur 10 ans, le nombre de personnes sans-abri ou mal-logées en Région de Bruxelles-Capitale a fait plus que de doubler (+142,2 %). La période récente ne fait pas exception à la règle puisqu'on observe une augmentation de 23,6 % des effectifs entre 2016 et 2018. Cette hausse constante du nombre de personnes dénombrées au cours de la dernière décennie a au moins trois explications.

Premièrement, l'outil statistique qu'est le dénombrement a été amélioré et affiné au cours des années. Les partenariats mis en place dès 2008 ont également été approfondis et ont gagné en efficacité, de nouvelles sources de données ont été ajoutées progressivement. Tout cela a permis d'améliorer l'exhaustivité des chiffres collectés et d'avoir une compréhension plus large de la réalité bruxelloise. Il ne faut cependant pas limiter la hausse constante du nombre de personnes sans-abri et mal-logées à un simple artefact statistique ; d'autant plus que la méthodologie est globalement stable depuis 2014, et est restée totalement inchangée entre 2016 et 2018.

Deuxièmement, la précarité grandissante de la population bruxelloise a clairement un impact sur le nombre de personnes fragilisées au niveau du logement. En effet, 5,7 % de la population bruxelloise de 18 à 64 ans perçoit une aide du CPAS alors que la moyenne belge est de 2,2 %. Entre 2007 et 2017, le nombre de bénéficiaires

Aujourd'hui, la question du sans-abrisme à Bruxelles se fait le miroir de problématiques plus vastes comme l'accès au logement, la précarisation accrue des classes populaires ou la question migratoire.

du revenu d'insertion sociale a augmenté de 73,4 %, passant de 21 836 à 37 860 personnes⁵. Cette hausse est notamment une conséquence des exclusions des allocations de chômage. Rappelons tout de même que le niveau des allocations d'insertion se situe sous le seuil de pauvreté et cela, quel que soit le type de ménage concerné.

À cette précarité importante s'ajoute le difficile contexte du logement à Bruxelles. Bien que les loyers stagnent à Bruxelles depuis 2015, cette stagnation a lieu après 10 ans de hausse constante. Si bien qu'en fixant à 30 % la part des revenus allouée au loyer, le premier décile des logements les moins chers de l'agglomération n'est accessible qu'à 52 % de la population bruxelloise⁶. Les réponses apportées par le politique à cette réalité demeurent timides. Signalons notamment qu'il n'y a que 36 117 logements sociaux loués en Région de Bruxelles-Capitale alors que l'on ne compte pas moins de 48 804 ménages sur liste d'attente⁷.

Enfin, la mobilité internationale accrue est un troisième facteur expliquant l'accroissement du nombre de personnes dénombrées. En effet, bien que ne disposant pas de chiffres sur l'immigration clandestine, le nombre d'entrées illégales sur le territoire belge est à un niveau historiquement élevé. Parmi ces entrées, la part des régularisations et des personnes obtenant le statut de réfugié est particulièrement haute ces

5/ Observatoire de la santé et du social de Bruxelles (2018), *Baromètre social 2018 : rapport bruxellois sur l'état de la pauvreté*, Commission Communautaire Commune, Bruxelles, pp. 22-24.

6/ De Keersmaecker M.-L. (2018), *Observatoire des loyers 2017*, SLRB-BGHM, Bruxelles.

7/ Observatoire de la santé et du social de Bruxelles (2018), *Baromètre social 2018 : rapport bruxellois sur l'état de la pauvreté*, Commission Communautaire Commune, Bruxelles, p. 55.

dernières années. En outre, l'élargissement de l'Union européenne a également engendré d'importants mouvements intraeuropéens issus des nouveaux États membres⁸.

Aujourd'hui, la question du sans-abrisme à Bruxelles se fait le miroir de problématiques plus vastes comme l'accès au logement, la précarisation accrue des classes populaires ou la question migratoire. Les sans-abri sont souvent des gens cumulant des fragilités (problème psychiatrique, addictions, situation de séjour illégal, absence de cadre familial, licenciement, rupture...) les rendant plus susceptibles de passer entre les mailles des différents filets de sécurité devant éviter à une personne de se retrouver en rue. Toutefois, lutter contre le sans-abrisme semble devoir aussi passer par la construction d'une société plus juste et plus humaine pour l'ensemble des personnes afin qu'en dernière instance, les plus fragilisés ne se retrouvent pas privés d'un «chez eux» indispensable à la structuration personnelle ●

8/ Vause S. (2018), 1997-2017 : un bilan de deux décennies d'immigration en Belgique, Myria, Bruxelles, pp.1-14.

Ce texte n'engage que ses auteurs et ne reflète pas nécessairement les positions du Forum - Bruxelles contre les inégalités. Les titres, intertitres et la structure du texte relèvent de choix éditoriaux du Forum - Bruxelles contre les inégalités.



Avec le soutien du CPAS de Saint-Gilles
et de la Commission communautaire française.

Editeur responsable: Nicolas De Kuysche - Rue Fernand Bernier
40, 1060 Saint-Gilles - 02/600.55.66 - Graphisme: Gaëlle Grisard

Numéro **22**, Mars **2019**.

PRÉSENTATION

À la fin de l'année 2018, rien qu'à Bruxelles, au moins 4 187 personnes étaient sans-abri, sans logement ou encore logées de manière inadéquate et précaire.

Pour parvenir à recenser ces personnes, La Strada s'appuie sur une typologie internationale, appelée ETHOS. Dans le présent numéro de PAUVÉRITÉ, l'auteur explicite la méthodologie et les différentes sources d'informations utilisées pour réaliser ce dénombrement.

Il met également en perspective la question du sans-abrisme et du mal-logement avec la situation socio-économique et démographique bruxelloise. Avec les logiques de traitement du sans-abrisme par l'urgence, la précarité croissante des classes populaires, les difficultés d'accès au logement social ainsi que les réalités migratoires, faire valoir le droit au logement reste, à ce jour, une vraie difficulté.

L'AUTEUR

Docteur en géographie, Benoît QUITTELIER a notamment travaillé au sein du laboratoire de géographie humaine de l'ULB. Il est aujourd'hui chercheur au sein de la Strada, Centre d'appui au secteur bruxellois d'aide aux sans-abri.